

F. 93 — 2128

[S-C — 29400]

**8 JUILLET 1993. — Décret II portant création d'une société de droit public  
d'administration des bâtiments scolaires de l'enseignement organisé par les pouvoirs publics (1)**

L'Assemblée de la Commission communautaire française et Nous, Collège sanctionnons ce qui suit :

**CHAPITRE Ier. — Constitution, siège, objet et durée de la société**

**Article 1er.** Le présent décret règle une matière visée à l'article 59bis de la Constitution en vertu de l'article 59quinquies de la Constitution.

**Art. 2.** Au sens du présent décret, il faut entendre par :

1° « Communauté » : la Communauté française;

2° « Gouvernement » : le Gouvernement de la Communauté française;

3° « bâtiments scolaires » : les biens immeubles, bâtis ou non, hébergeant en tout ou en partie les établissements scolaires, internats et centres psycho-médico-sociaux affectés à l'enseignement à l'exclusion de l'enseignement supérieur.

**Art. 3.** En vue d'optimiser l'administration des biens immeubles affectés à l'enseignement de la Communauté et à l'enseignement officiel subventionné, il est constitué une société de droit public dotée de la personnalité juridique et dénommée la « société publique d'administration des bâtiments scolaires bruxellois », dont le ressort territorial correspond à la Région de Bruxelles-Capitale.

**Art. 4.** La société visée à l'article 3 est créée conjointement avec la Communauté.

La majorité des voix au Conseil d'administration est attribuée à la Commission Communautaire Française.

Après sa constitution, la société peut associer d'autres pouvoirs publics, notamment la Province et les communes situées dans son ressort qui organisent un enseignement primaire ou secondaire.

En aucun cas, cette association ne peut avoir pour résultat que la Commission Communautaire Française cesse de disposer de la majorité absolue des voix au Conseil d'administration.

**Art. 5. § 1er** La société visée à l'article 3 a pour mission exclusive d'assurer, sans but de lucre, l'administration des bâtiments scolaires de l'enseignement organisé par les pouvoirs publics, situés dans son ressort.

§ 2. A l'effet de remplir la mission générale prévue au § 1er, la Communauté transfère des bâtiments scolaires à la société, moyennant indemnité.

Le Gouvernement arrête la liste des bâtiments transférés visés à l'alinéa 1er et les modalités de leur transfert.

Les transferts sont réalisés de plein droit. Ils sont opposables aux tiers, sans autre formalité, dès l'entrée en vigueur de l'arrêté visé à l'alinéa 2.

Toutefois, la Communauté reste seule tenue des obligations relatives aux biens transférés, en ce compris celles qui résultent de procédures judiciaires en cours ou à venir.

§ 3. La société ne peut aliéner que les biens qui cessent d'être nécessaires à l'hébergement des établissements scolaires, internats et centres psycho-médico-sociaux affectés à l'enseignement organisé par les pouvoirs publics, et de l'accord, à la majorité absolue, des représentants du Gouvernement au Conseil d'administration.

§ 4. La société peut également étendre sa mission à la gestion, à l'acquisition, à la construction, aux travaux de modernisation, d'agrandissement, d'aménagement et d'entretien des bâtiments scolaires de l'enseignement officiel subventionné ainsi qu'au premier équipement de ceux-ci.

A cet effet, elle peut acquérir des bâtiments scolaires affectés à l'enseignement officiel subventionné.

Elle peut, en outre, assurer la gestion des bâtiments scolaires de la Province et des communes situées dans son ressort lorsque ces dernières lui en confient la gestion par convention.

§ 5. La société visée à l'article 3 peut accomplir toutes opérations se rattachant à son objet.

Elle est habilitée à contracter des emprunts, isolément ou conjointement.

**Art. 6.** A l'égard des biens visés à l'article 5, § 2, la Communauté assume les missions prévues par le décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté, selon des modalités convenues entre le Gouvernement et chacune des sociétés, dans le respect de l'ensemble des dispositions du décret précité.

**CHAPITRE II. - Composition et fonctionnement**

**Art. 7. § 1er** La société est administrée par un Conseil d'administration composé de treize membres, dont un président et un vice-président.

Les administrateurs sont désignés, chacun pour ce qui les concerne, par le Gouvernement et le Collège de la Commission Communautaire Française.

Ceux désignés par le Collège de la Commission Communautaire Française le sont en proportion des groupes politiques reconnus au sein du groupe linguistique français du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale et, en tout cas, de manière à garantir au moins un représentant par groupe politique reconnu.

Le Conseil d'administration est renouvelé entièrement au plus tard dans les six mois qui suivent le renouvellement intégral des assemblées.

La gestion journalière peut être déléguée par le Conseil d'administration.

§ 2. Sans préjudice de l'article 4, les statuts règlent l'attribution des voix aux divers associés sans que le nombre de voix attribuées à la Communauté soit inférieur à trois.

§ 3. La fonction d'administrateur est incompatible avec celle de membre d'un gouvernement communautaire ou du Collège de la Commission Communautaire Française.

§ 4. Les émoluments éventuels des administrateurs sont arrêtés conjointement par le Gouvernement et le Collège.

(1) Session 1992-1993

Documents de l'Assemblée n° 47 (1992-1993) n° 1-4.

Comptes-rendus intégral et analytique. Séance du 30 juin 1993.

**Art. 8.** Dans le délai d'un mois à dater de l'entrée en vigueur du présent décret, le Gouvernement arrête les statuts de la société, sur avis conforme du Collège de la Commission Communautaire Française.

Les statuts comportent, au moins, les dispositions et mentions suivantes :

- 1° la désignation des associés;
- 2° la dénomination de la société, conformément à l'article 3;
- 3° l'indication du siège, fixé conformément à l'article 3;
- 4° l'objet, conformément aux articles 5 et 6;
- 5° la désignation des personnes physiques autorisées à administrer, engager et représenter la société, l'étendue de leurs pouvoirs et la manière de les exercer sous le contrôle du Conseil d'administration;
- 6° le début et la fin de chaque exercice social;
- 7° la durée du mandat des administrateurs et leur remplacement en cas de démission, de révocation et de décès;
- 8° l'attribution des voix aux divers associés;
- 9° la création et les modalités de fonctionnement dans le cas d'association, de plus de trois des pouvoirs publics visés à l'article 4, alinéa 3, d'un organe de représentation de ces derniers.

Le Conseil d'administration de la société statuant à la majorité absolue des membres présents et des représentants présents du Gouvernement peut modifier les statuts.

Le Gouvernement approuve ces modifications sur avis conforme du Collège de la Commission Communautaire Française.

#### CHAPITRE III. — *Contrôle et surveillance*

**Art. 9. § 1er** La société est soumise au pouvoir de contrôle de deux commissaires désignés respectivement par le Gouvernement et le Collège.

Les commissaires assistent avec voix consultative aux réunions du Conseil d'administration de la société et disposent des pouvoirs les plus étendus pour l'accomplissement de leur mission.

§ 2. Chacun des commissaires dispose d'un délai de quatre jours francs pour prendre un recours motivé contre toute décision qu'il estime contraire à la législation, à la réglementation, aux statuts et à l'intérêt général. Le recours est suspensif.

Le délai de quatre jours court à partir du jour où la décision a été prise sauf si le commissaire concerné n'a pas été régulièrement convoqué conformément aux statuts, auquel cas le délai court à partir du jour où la décision lui a été notifiée par lettre recommandée.

§ 3. Chaque commissaire exerce son recours auprès du Gouvernement ou du Collège qui l'a désigné dans les conditions et selon les modalités fixées par ce dernier.

Lorsque le recours est exercé auprès du Collège, ce recours est notifié le même jour au Gouvernement.

Le Gouvernement peut annuler la décision sur avis conforme du Collège, dans un délai de trente jours commençant le même jour que le délai prévu au § 2. Si passé ce délai, le Gouvernement n'a pas prononcé l'annulation de la décision ou n'a pas reçu l'avis conforme du Collège, la décision devient définitive.

§ 4. La décision d'annulation est motivée et notifiée à la société.

#### CHAPITRE IV. — *Budget et comptes*

**Art. 10.** Les ressources de la société sont notamment les suivantes :

- 1° des subventions accordées par les associés;
- 2° des recettes générées par la gestion du patrimoine;
- 3° des dons et des legs;
- 4° des emprunts.

**Art. 11.** Chaque année, dans le courant du premier trimestre, le Conseil d'administration établit le budget. L'année budgétaire coïncide avec l'année civile.

Il présente le budget pour approbation conjointe au Gouvernement et au Collège, ainsi que, pour information, les situations périodiques et un rapport annuel des activités de la société.

Il dresse, pour le 30 avril au plus tard, les comptes annuels d'exécution de son budget, ainsi qu'une situation active et passive au 31 décembre de l'année considérée et propose au Gouvernement et au Collège, qui les arrêtent conjointement, les comptes de la société.

Pour l'année budgétaire 1993, le budget est établi dans le courant du troisième trimestre et les comptes annuels de son exécution pour le 31 décembre.

#### CHAPITRE V. — *Dispositions particulières*

**Art. 12.** Seul un décret peut habiliter la société visée à l'article 3 aux fins de créer ou de s'associer à la création de sociétés de droit public dont la mission comprend, en tout cas, l'acquisition, la valorisation, l'entretien, la gestion, et la réalisation, sans but de lucre, des bâtiments scolaires de l'enseignement organisé par les pouvoirs publics.

Les ressorts des sociétés visées à l'alinéa 1er sont arrêtés par le Gouvernement. Ces ressorts sont entièrement contenus dans les limites territoriales fixées à l'article 3.

Les statuts des sociétés visées à l'alinéa 1er doivent être approuvés par le Gouvernement, de l'avis conforme du Collège de la Commission Communautaire Française.

Ils prévoient notamment que les sociétés ne peuvent aliéner que les biens qui cessent d'être nécessaires à l'hébergement des établissements scolaires, internats et centres psycho-médico-sociaux affectés à l'enseignement organisé par les pouvoirs publics.

La Province et les communes peuvent être associées à la constitution de ces sociétés.

**Art. 13.** La société créée par ou en vertu du présent décret peut, moyennant l'autorisation du Gouvernement, exproprier pour cause d'utilité publique conformément aux dispositions de la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.

CHAPITRE VI. — *Entrée en vigueur*

**Art. 14.** Le présent décret entre en vigueur à la date de sa publication au *Moniteur belge*.  
Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.  
Bruxelles, le 8 juillet 1993.

Le Collège :

Le Ministre, membre du Collège, chargé de la Culture et de l'Aide aux Personnes,  
D. GOSUIN

Le Ministre, membre du Collège, chargé de la Santé,  
J.-L. THYS

## VERTALING

N. 93. — 2128

[S-C — 29400]

**8 JULI 1993. — Decreet II houdende oprichting van een publiekrechtelijke maatschappij belast met het bestuur van de schoolgebouwen van het door de overheid ingerichte onderwijs**

De Raad van de Franse Gemeenschapscommissie en Wij, College, bekrachtigen hetgeen volgt :

**HOOFDSTUK I. — Oprichting, zetel, voorwerp en duur van de maatschappij**

**Artikel 1.** Dit decreet regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 59bis van de Grondwet, krachtens artikel 59 quinquies van de Grondwet.

**Art. 2.** In de zin van dit decreet moet worden verstaan onder :

- 1° « Gemeenschap » : de Franse Gemeenschap;
- 2° « Regering » : de Regering van de Franse Gemeenschap;
- 3° « schoolgebouwen » : de onroerende goederen die, al dan niet gebouwd, geheel of gedeeltelijk onderwijsinstellingen, internaten en psycho-medisch-sociale centra huisvesten, bestemd voor onderwijs met uitzondering van het hoger onderwijs.

**Art. 3.** Om het bestuur van de onroerende goederen bestemd voor onderwijs van de Gemeenschap en voor gesubsidieerd officieel onderwijs te optimaliseren, wordt een publiekrechtelijke maatschappij met rechtspersoonlijkheid opgericht met als naam « Société Publique d'administration des Batiments Scolaires bruxellois » waarvan het ambtsgebied overeenstemt met het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

**Art. 4.** De in artikel 2, 1° bedoelde maatschappij wordt gezamenlijk met de Franse Gemeenschapscommissie opgericht.

De meerderheid van de stemmen in de raad van bestuur wordt toegekend aan de Franse Gemeenschapscommissie.

Na haar oprichting, kan de maatschappij andere overheden in zich verenigen, met name de Provincie en de gemeenten op haar grondgebied die basisonderwijs of secundair onderwijs inrichten.

In geen enkel geval mag dit als gevolg hebben dat de Franse Gemeenschapscommissie niet meer beschikt over de absolute meerderheid van stemmen in de raad van bestuur.

**Art. 5. § 1.** De maatschappij bedoeld in artikel 3 heeft als enige opdracht zonder winst oogmerk in te staan voor het bestuur van de op haar grondgebied gelegen schoolgebouwen van het onderwijs ingericht door de overheid.

§ 2. Om de algemene opdracht vastgesteld in § 1 te vervullen, draagt de Gemeenschap de schoolgebouwen middels een vergoeding over aan de maatschappij.

De Regering bepaalt bij besluit de lijst van de overgedragen gebouwen bedoeld in lid 1 en de voorwaarden van hun overdracht.

Elke overdracht wordt van rechtswege uitgevoerd. Zij kan zonder verdere formaliteit ingeroepen worden tegen derden van zodra het besluit bedoeld in lid 2 in werking treedt.

De gemeenschap blijft evenwel als enige verantwoordelijk voor de verplichtingen met betrekking tot de overgedragen goederen, met inbegrip van degene die voortvloeien uit lopende of toekomstige rechtsprocedures.

§ 3. De maatschappij kan uitsluitend tot vervreemding van goederen overgaan wanneer deze niet langer noodzakelijk zijn voor de huisvesting van onderwijsinstellingen, internaten en psycho-medisch-sociale centra bestemd voor onderwijs ingericht door de overheid en mits de vertegenwoordigers van de Regering in de raad van bestuur bij absolute meerderheid akkoord gaan.

§ 4. De maatschappij kan haar opdracht eveneens uitbreiden tot beheer, verwerving, bouw, moderniserings-, uitbreidings-, geschiktmakings- en onderhoudswerken van de schoolgebouwen van het gesubsidieerd officieel onderwijs evenals tot de eerste uitrusting ervan.

Hiertoe kan zij schoolgebouwen verwerven die bestemd zijn voor het gesubsidieerd officieel onderwijs.

Zij dan bovendien de schoolgebouwen van de provincies en gemeenten beheren die gelegen zijn in haar gebied, wanneer die haar het beheer ervan bij overeenkomst opdragen.

§ 5. De maatschappij bedoeld in artikel 3 is gemachtigd elk initiatief nemen dat betrekking heeft op haar voorwerp.

Zij is gemachtigd afzonderlijk of samen met derden leningen aan te gaan.

**Art. 6.** Ten opzichte van de goederen bedoeld in artikel 5, § 2, neemt de Gemeenschap de opdrachten op zich, vastgesteld in het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het nietuniversitair onderwijs, ingericht of gesubsidieerd door de Gemeenschap, volgens de voorschriften die tussen de Regering en elke maatschappij werden overeengekomen, met inachtneming van het geheel van de bepalingen van voormeld decreet.

(1) Zitting 1992-1993

Stukken van de Raad. — 47 (1992-1993) nr. 1-4.

Volledig en analytisch verslag. — Vergadering van 30 juni 1993.

HOOFDSTUK II. — *Samenstelling en werking*

**Art. 7. § 1.** De maatschappij wordt bestuurd door een Raad van bestuur bestaande uit dertien leden, onder wie één voorzitter en één ondervoorzitter.

De bestuurders worden ieder afzonderlijk aangewezen door de Regering en het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

De bestuurders aangewezen door de Franse Gemeenschapscommissie verhouden zich in aantal tot de erkende politieke fracties in de Franse taalgroep van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad en dit in ieder geval zodanig dat minstens één vertegenwoordiger per erkende politieke fractie is gewaarborgd.

De Raad van bestuur wordt volledig opnieuw samengesteld uiterlijk binnen de zes maanden volgend op de integrale vernieuwing van de Raden.

Het dagelijks beheer kan overgedragen worden door de raad van bestuur.

§ 2. Onverminderd artikel 4, wordt de toekenning van de stemmen aan de verschillende leden in de statuten geregeld, zonder dat het aantal aan de Gemeenschap toegekende stemmen lager mag liggen dan drie.

§ 3. het ambt van bestuurder is onverenigbaar met die van lid van een Gemeenschapsregering of van het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

§ 4. Het eventueel honorarium van de bestuurders wordt door de Regering en het College gezamenlijk vastgesteld.

**Art. 8.** Binnen een termijn van één maand vanaf de datum van inwerkingtreding van dit decreet, stelt de Regering de statuten van de maatschappij vast op eensluidend advies van het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

De statuten bevatten ten minste onderstaande bepalingen en vermeldingen :

- 1° de aanwijzing van de partners;
- 2° de naam van de maatschappij, overeenkomstig artikel 3;
- 3° de aanduiding van de zetel, vastgesteld overeenkomstig artikel 3;
- 4° het voorwerp, overeenkomstig artikelen 5 en 6;
- 5° de aanwijzing van de natuurlijke personen die ertoe gemachtigd zijn de maatschappij te besturen, haar verbintenissen te doen aangaan en haar te vertegenwoordigen, de omvang van hun bevoegdheid en de manier waarop deze wordt uitgeoefend onder het toezicht van de raad van bestuur;
- 6° het begin en het einde van elk dienstjaar;
- 7° de duur van het mandaat van de bestuurders en hun vervanging in geval van ontslag, afzetting of overlijden;
- 8° de toekenning van de stemmen aan de verschillende partners;
- 9° de oprichting en de werkingsvoorschriften in geval van vereniging van meer dan drie overheden bedoeld in artikel 4, § 3, met een vertegenwoordigend orgaan van deze laatste.

De Raad van bestuur van de maatschappij mag de statuten wijzigen, mits daartoe beslist wordt bij absolute meerderheid van de aanwezige leden en van de aanwezige vertegenwoordigers van de Regering van de Franse Gemeenschap.

De Regering keurt deze wijzigingen goed op eensluidend advies van het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

HOOFDSTUK III. — *Contrôle en toezicht*

**Art. 9. § 1.** De maatschappij staat onder de toezichthoudende bevoegdheid van twee commissarissen die respectievelijk door de Regering en door het College worden aangewezen.

De commissarissen wonen de vergaderingen van de raad van bestuur van de maatschappij bij met raadgevende stem en beschikken over de meest uitgebreide bevoegdheden voor de vervullen van hun opdracht.

§ 2. Elke commissaris beschikt over een termijn van vier volle dagen om een met redenen omkleed beroep in te dienen tegen elke beslissing die hij tegenstrijdig acht met de wetgeving/ de reglementering, de statuten en het algemeen belang. Het beroep is opschortend.

De termijn van vier dagen loopt vanaf de dag waarop de beslissing wordt genomen, behalve indien de betrokken commissaris niet regelmatig werd uitgenodigd overeenkomstig de statuten; in dit geval loopt de termijn vanaf de dag waarop hem de beslissing per aangetekend schrijven werd betekend.

§ 3. Elke commissaris gaat in beroep bij de Regering of het College waardoor hij werd aangewezen en dit onder de voorwaarden en volgens de voorschriften die door deze laatste werden vastgesteld.

Indien het beroep wordt aangetekend bij het College, dan wordt dit nog dezelfde dag betekend aan de Regering.

De Regering kan de beslissing op eensluidend advies van het College vernietigen binnen een termijn van dertig dagen, die ingaat op dezelfde dag als de termijn bedoeld in § 2. Indien de Regering bij het verstrijken van deze termijn de vernietiging van de beslissing niet heeft uitgesproken of geen eensluidend advies van het College heeft ontvangen, dan wordt de beslissing definitief.

§ 4. De beslissing tot vernietiging wordt met redenen omkleed en wordt aan de maatschappij betekend.

HOOFDSTUK IV. — *Begroting en rekeningen*

**Art. 10.** De middelen van de maatschappij zijn de volgende :

- 1° toelagen toegekend door vennoten-overheden;
- 2° ontvangsten uit het beheer van het patrimonium;
- 3° schenkingen en legaten;
- 4° leningen.

**Art. 11.** Jaarlijks stelt de raad van bestuur in de loop van het eerste trimester de begroting op.

Het kalenderjaar en het begrotingsjaar vallen samen.

De Raad van bestuur legt de begroting ter gezamenlijke goedkeuring voor aan de Regering en het College evenals ter informatie de periodieke-overzichten en een jaarverslag van de werkzaamheden van de maatschappij.

De Raad van bestuur maakt uiterlijk voor 30 april de jaarrekeningen van de uitvoering van zijn begroting op evenals de staat van activa en passiva op 31 december van het betreffende jaar en dient ter gezamenlijke beslissing bij Regering en College de rekeningen van de maatschappij in.

Voor het begrotingsjaar 1993 worden de begroting in de loop van het derde trimester en de jaarrekeningen van haar uitvoering voor 31 december opgesteld.

HOOFDSTUK V. — *Bijzondere bepalingen*

**Art. 12.** Enkel een decreet kan de maatschappij bedoeld in artikel 3 bevoegd verklaren tot het oprichten of het deelnemen in de oprichting van publiekrechtelijke maatschappijen met als opdracht in elk geval de verwerving, de waardering, het onderhoud, het beheer en de totstandbrenging zonder winstoogmerk van schoolgebouwen voor onderwijs ingericht door de overheid.

De bevoegdheden van de maatschappijen bedoeld in lid 1 worden vastgesteld door de Regering. Deze bevoegdheden worden volledig vervat binnen de territoriale grenzen vastgesteld in artikel 3.

De statuten van de maatschappijen bedoeld in lid 1 moeten worden goedgekeurd door de Regering op eensluidend advies van het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

Ze bepalen met name dat de maatschappijen enkel de goederen kunnen overdragen die niet langer noodzakelijk zijn voor de huisvesting van onderwijsinstellingen, internaten en psychomedisch-sociale centra bestemd voor onderwijs ingericht door de overheid.

De Provincie en de gemeenten kunnen bij de oprichting van deze maatschappijen betrokken worden.

**Art. 13.** De maatschappij opgericht bij of krachtens dit decreet kan middels de toestemming van de Regering ontegenen ten algemene nutte overeenkomstig de bepalingen in de wet van 26 juli 1982 met betrekking tot de rechtspleging bij hoogdringende omstandigheden inzake de ontegeningen ten algemene nutte.

HOOFDSTUK VI. — *Inwerkingtreding*

**Art. 14.** Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt. Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 8 juli 1993.

Het College :

De Minister, Lid van het College, belast met Cultuur en Bijstand aan Personen,  
D. GOSUIN

De Minister, Lid van het College, belast met het Gezondheidsbeleid,  
J.-L. THYS

F. 93 — 2129

[C — 29401]

**22 JUILLET 1993. — Décret III attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission Communautaire française (1)**

L'Assemblée de la Commission Communautaire française a adopté et Nous, Collège sanctionnons ce qui suit :

**Article 1er.** Le présent décret est adopté en application de l'article 59quinquies de la Constitution.

**Art. 2.** Au sens du présent décret, il faut entendre par :

- 1° « Communauté » : la Communauté française;
- 2° « Région » : la Région wallonne;
- 3° « Commission » : la Commission communautaire française;
- 4° « Conseil communautaire » : le Conseil de la Communauté française;
- 5° « Conseil régional » : le Conseil régional wallon;
- 6° « Assemblée » : l'Assemblée de la Commission;
- 7° « Gouvernement communautaire » : le Gouvernement de la Communauté française;
- 8° « Gouvernement wallon » : le Gouvernement régional wallon;
- 9° « Collège » : le Collège de la Commission;
- 10° « loi spéciale » : la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par les lois spéciales du 8 août 1988 et du ...;
- 11° « loi du 12 janvier 1989 » : la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, modifiée par la loi spéciale du ...;
- 12° « loi de financement » : la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, modifiée par la loi spéciale du ...

**Art. 3.** La Région et la Commission, la première sur le territoire de la région de langue française et la seconde sur le territoire de la région bilingue de Bruxelles-Capitale, exercent les compétences de la Communauté dans les matières suivantes :

- 1° en ce qui concerne l'éducation physique, les sports et la vie en plein air, visés à l'article 4, 9°, de la loi spéciale : les infrastructures communales, provinciales, intercommunales et privées;
- 2° le tourisme, visé à l'article 4, 10°, de la loi spéciale;
- 3° la promotion sociale, visée à l'article 4, 15°, de la loi spéciale;
- 4° la reconversion et le recyclage professionnels, visés à l'article 4, 16°, de la loi spéciale;
- 5° le transport scolaire visé à l'article 4 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement et organisé par la loi du 15 juillet 1983 portant création du Service national du transport scolaire; les décrets et les arrêtés réglementaires sont pris de l'avis conforme du Gouvernement communautaire en ce qu'ils concernent les normes relatives au droit au transport, la réglementation et la gestion de la cellule « Pacte scolaire » visée à l'article 11 de la loi du 15 juillet 1983 précitée;

(1) Session 1992-1993

Documents de l'Assemblée. — 48 (1992-1993) n° 1-4.

Comptes-rendus intégral et analytique. — Séance du 19 juillet 1993.